- Eh bien, dit le garçon, il faut bien que ce soit une tragédie, car ce ne serait certainement pas une grande perte, et probablement pas un accident non plus

Un sujet qui interpelle, une méthode contestable

Jeudi 29 janvier était mis en ligne sur « Mascaret » un appel à signer une pétition dont l'objet est : « affirmer notre attachement au Département ».
Le ton relève de l'exhortation, les mots sont forts voire inquiétants : « Le temps presse ; l'heure est grave et l'immobilisme ne peut être de mise ».

Le temps doit effectivement presser car il nous était demandé de nous manifester avant le 7 février. Il s'agit sans doute de mettre la pression sur le « Comité pour la réforme des collectivités » autrement appelée « Commission Balladur », qui doit rendre ses conclusions à la fin du mois et qui « s'orienterait » entre autres, vers une préconisation de dilution des départements dans des Régions elles mêmes retaillées.

Le débat est important et intéressant, il nous concerne doublement, en tant que citoyens mais aussi comme agents publics. Ce Comité présidé par BALLADUR est composé de 10 membres, parmi lesquels Pierre MAUROY et André VALLINI respectivement sénateur PS du Nord et Président PS du Conseil Général de l'Isère, ce qui a priori devait garantir l'expression d'une contradiction éclairée…

Malgré cela les informations qui ont « transpiré », font craindre à certains et espérer à d'autres que les Départements soient amputés de la « clause générale de compétence » donc obligés de se recentrer sur leurs compétences obligatoires, et abandonner de ce fait les « politiques volontaristes ».
Mieux encore pour d'aucuns mais pire pour les autres, les Départements deviendraient un échelon territorial de Régions elles mêmes reformatées géographiquement, entraînant par obligation une réforme des scrutins, donc une baisse du nombre d'élus….
Voilà grossièrement brossés les éléments clefs du débat.
Sur le fond, il est clair que le débat peut être passionnant mais force est de constater que les agents du Conseil général n'y ont pas été associés. Ce coup-ci pas d'ateliers, pas de colloques, pas de réunions, pourtant leur « attachement » doit se manifester, d'autant plus que les mâchoires de l'étau semblent se resserrer sur les prébendes et les mandats et provoquer ainsi l'urgence d'une réaction à des conclusions non formulées !
Ici la méthode est plus que contestable. Que le Girondins soient consultés sur le site institutionnel « Internet » pourquoi pas ? Quoi que …
Mais que l'on **instrumente « Mascaret »** pour mettre une forme insidieuse de pression sur les agents de la collectivité, nous paraît dangereux, suspect et dérisoire à la fois.
Que penserait-on d'un patron du privé qui appellerait ses employés à manifester leur attachement à son entreprise ?
S'appuyer de plus sur l'argument selon lequel les « 102 Présidents de Conseils Généraux de droite comme de gauche » expriment leur rejet de la fusion entre les Régions et les départements, ne nous rassure en rien tant les consensus droite/gauche sont souvent de triste mémoire. Certains préféreront toujours la lutte des places à celle des classes !
Nous noterons par ailleurs que l'interdiction (respectée par les syndicats) d'utiliser la messagerie à des fins d'informations syndicales, ne prévaut pas dans le cas présent, le DGSD ayant arrosé l'ensemble des boîtes mails le 04/02/2009 pour regonfler une pétition qui apparemment manque de souffle.
Faîtes ce que je dis pas ce que je fais !

Enfin et pour mémoire, lors de notre rencontre du 05/01/2009 avec Le premier vice-président Mr B.DUSSAULT et le directeur de cabinet Mr R.VIANDON, nous avions évoqué ce point, et **envisagé les impacts que cela aurait pour les agents sans que pour autant le débat s'ouvre.**
Pour nous l'essentiel de notre « attachement » et notre fierté ne vont pas vers une structure «politico-administrative» mais vers un service public de qualité recentré sur ses fondamentaux, la crise actuelle et ses effets désastreux nous y appelle et nous y oblige !